

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 88

15 décembre 2004

### S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 15 octobre 2004 autorisant Monsieur Pedro Miguel FERREIRA RICARDO et Madame Rosa Maria MAIA CARDOSO à changer les prénoms actuels de Monsieur FERREIRA RICARDO en celui de «Pedro» et son nom patronymique actuel ainsi que celui de leur fille Aurélie FERREIRA RICARDO en celui de «RICARDO» .....	1262
Arrêté grand-ducal du 15 octobre 2004 autorisant Monsieur Joseph Marco PEIFFER à changer ses prénoms actuels en ceux de «Jeff Marco» .....	1262
Arrêté ministériel du 15 octobre 2004 modifiant l'arrêté ministériel du 17 janvier 2002 portant nomination des membres de la commission de coordination de l'enseignement secondaire technique .....	1263
Arrêté grand-ducal du 19 novembre 2004 approuvant les délibérations des conseils communaux aux termes desquelles ceux-ci ont fixé les taux multiplicateurs à appliquer pour l'année d'imposition 2005 en matière d'impôt foncier et en matière d'impôt commercial .....	1263
Arrêté grand-ducal du 27 novembre 2004 relatif aux titres à porter par Madame Julie ONGARO et les descendants issus de l'union avec Son Altesse Royale le Prince Robert ainsi que par les descendants issus de l'union de Son Altesse Royale le Prince Jean avec Madame Hélène VESTUR .....	1266
Administration du Cadastre et de la Topographie – Démission .....	1266
Administration des Contributions Directes – Nominations .....	1267
Bureau Benelux des Marques – Adaptation des taxes et rémunérations à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2005 .....	1267
Inspection Générale de la Sécurité Sociale – Nomination .....	1268

**Arrêté grand-ducal du 15 octobre 2004 autorisant Monsieur Pedro Miguel FERREIRA RICARDO et Madame Rosa Maria MAIA CARDOSO à changer les prénoms actuels de Monsieur FERREIRA RICARDO en celui de «Pedro» et son nom patronymique actuel ainsi que celui de leur fille Aurélie FERREIRA RICARDO en celui de «RICARDO».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Monsieur Pedro Miguel FERREIRA RICARDO, né le 23 novembre 1970 à Sao Miguel do Rio Torto, Abrantes (Portugal), de nationalité luxembourgeoise, et Madame Rosa Maria MAIA CARDOSO, demeurant à L-7241 Bereldange, 121b, route de Luxembourg, sollicitant l'autorisation de changer les prénoms actuels de Monsieur FERREIRA RICARDO en celui de «Pedro» et son nom patronymique actuel ainsi que celui de leur fille Aurélie FERREIRA RICARDO, née le 29 avril 2003 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, en celui de «RICARDO»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Monsieur Pedro Miguel FERREIRA RICARDO et Madame Rosa Maria MAIA CARDOSO sont autorisés à changer les prénoms actuels de Monsieur FERREIRA RICARDO en celui de «Pedro» et son nom patronymique actuel ainsi que celui de leur fille Aurélie FERREIRA RICARDO en celui de «RICARDO».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre aux intéressés sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 15 octobre 2004.

**Henri**

---

**Arrêté grand-ducal du 15 octobre 2004 autorisant Monsieur Joseph Marco PEIFFER à changer ses prénoms actuels en ceux de «Jeff Marco».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Monsieur Joseph Marco PEIFFER, né le 1<sup>er</sup> octobre 1963 à Esch-sur-Alzette, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-4350 Esch-sur-Alzette, 4, rue Wurth-Paquet, sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms actuels en ceux de «Jeff Marco»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Monsieur Joseph Marco PEIFFER est autorisé à changer ses prénoms actuels en ceux de «Jeff Marco».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 15 octobre 2004.

**Henri**

**Arrêté ministériel du 15 octobre 2004 modifiant l'arrêté ministériel du 17 janvier 2002 portant nomination des membres de la commission de coordination de l'enseignement secondaire technique.**

*La Ministre de l'Éducation Nationale  
et de la Formation Professionnelle,*

Vu l'article 2 du règlement grand-ducal du 3 mai 1991 portant institution de la commission de coordination de l'enseignement secondaire technique;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Est nommé membre de la commission de coordination de l'enseignement secondaire technique:

Monsieur Marc Barthelemy, professeur-attaché, représentant du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, en remplacement de Monsieur Gilles Estgen.

**Art. 2.** La composition du bureau de la commission est modifiée comme suit:

Monsieur Marc Barthelemy est nommé président en remplacement de Monsieur Gilles Estgen.

**Art. 3.** Le présent arrêté qui sera publié au Mémorial sera transmis à l'intéressé pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 15 octobre 2004.

*La Ministre de l'Éducation Nationale  
et de la Formation Professionnelle,*

**Mady Delvaux-Stehres**

**Arrêté grand-ducal du 19 novembre 2004 approuvant les délibérations des conseils communaux aux termes desquelles ceux-ci ont fixé les taux multiplicateurs à appliquer pour l'année d'imposition 2005 en matière d'impôt foncier et en matière d'impôt commercial.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les délibérations des conseils communaux repris dans le tableau en annexe aux termes desquelles ceux-ci ont fixé les taux multiplicateurs à appliquer pour l'année d'imposition 2005 en matière d'impôt foncier et en matière d'impôt commercial sur les bénéfices et capital d'exploitation;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs, telle qu'elle a été modifiée par la suite et notamment par la loi du 21 décembre 2001;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> février 1967 modifiant certaines dispositions de la loi sur l'impôt foncier relatives aux taux communaux;

Vu le règlement grand-ducal du 27 juin 1967 déterminant le rapport entre les taux communaux des impôts fonciers A et B;

Vu la loi du 21 décembre 2001 remplaçant l'article 8 de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

Vu l'article 14 de la loi budgétaire du 20 décembre 2002 modifiant le deuxième alinéa de l'article 8 de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

Vu l'article 105 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont approuvées les délibérations des conseils communaux aux termes desquelles ceux-ci ont fixé les taux multiplicateurs à appliquer pour l'année d'imposition 2005 en matière d'impôt foncier et en matière d'impôt commercial sur les bénéfices et capital d'exploitation tels qu'ils sont repris dans le tableau annexé faisant partie intégrante du présent arrêté grand-ducal.

**Art. 2.-** Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Le Ministre de l'Intérieur et  
de l'Aménagement du Territoire,*  
**Jean-Marie Halsdorf**

Palais de Luxembourg, le 19 novembre 2004.

**Henri**

**TAUX DES IMPOTS COMMUNAUX POUR 2005 (EN %)**

IMPOT		FONCIER							COMMERCIAL	
RANG	COMMUNES	A	B	B1	B2	B3	B4	Abattement	DATE DELIB.	DATE DELIB.
1	BASCHARAGE	250		400			250	120	09.07.2004	250 09.07.2004
2	BASTENDORF	275	275						01.10.2004	300 01.10.2004
3	BEAUFORT	360	360						09.07.2004	270 09.07.2004
4	BECH	260	260						09.07.2004	260 09.07.2004
5	BECKERICH	300		420		300	150		21.10.2004	300 21.10.2004
6	BERDORF	280		375		280	135		09.07.2004	260 09.07.2004
7	BERG (COLMAR)	300		420		300	150		03.06.2004	300 23.07.2004
8	BERTRANGE	300		450		300	150		22.03.2004	250 22.03.2004
9	BETTBORN	400		550		400	200		05.07.2004	300 05.07.2004
10	BETTEMBOURG	250		400		250	145		15.10.2004	270 15.10.2004
11	BETTENDORF	225	225						09.07.2004	225 09.07.2004
12	BETZDORF	300		405		300	145		11.06.2004	250 11.06.2004
13	BISSEN	300		450		300	150		30.09.2004	300 30.09.2004
14	BIWER	300	300						11.06.2004	300 11.06.2004
15	BOEVANGE/A.	375	375						16.06.2004	265 16.06.2004
16	BOULAIDE	300	300						11.06.2004	300 11.06.2004
17	BOURSCHEID	350	350						23.07.2004	240 23.07.2004
18	BOUS	250	250						23.07.2004	250 23.07.2004
19	BURMERANGE	300		445		300	160		12.07.2004	300 12.07.2004
20	CLEMENCY	245		350		245	120		09.07.2004	300 09.07.2004
21	CLERVAUX	350	350						01.07.2004	300 01.07.2004
22	CONSDORF	275	275						25.03.2004	275 25.03.2004
23	CONSTHUM	400	400						24.06.2004	250 24.06.2004
24	CONTERN	300		450		300	150		03.09.2004	275 03.09.2004
25	DALHEIM	280	280						28.07.2004	250 28.07.2004
26	DIEKIRCH	480		685		480	250		07.05.2004	275 07.05.2004
27	DIFFERDANGE	250		750	250				09.07.2004	350 09.07.2004
28	DIPPACH	240		370		240	130		23.07.2004	270 23.07.2004
29	DUDELANGE	500		750		500	250		13.09.2004	310 13.09.2004
30	ECHTERNACH	260		390		260	130		10.09.2004	250 10.09.2004
31	ELL	300	300						26.07.2004	300 26.07.2004
32	ERMSDORF	250		335		250	120		26.05.2004	275 26.05.2004
33	ERPELDANGE	330		470		330	165		23.07.2004	275 23.07.2004
34	ESCHALZETTE	600		900		600	300		15.10.2004	300 15.10.2004
35	ESCHISURE	350	350						06.07.2004	200 06.07.2004
36	ESCHWEILER	400	400						19.08.2004	300 19.08.2004
37	ETTELBRUCK	500		750		500	250		11.06.2004	265 11.06.2004
38	FEULEN	330	330						20.09.2004	275 20.09.2004
39	FISCHBACH	320		450		320	165		27.05.2004	300 27.05.2004
40	FLAXWEILER	300	300						16.06.2004	300 16.06.2004
41	FOUHREN	250	250						27.09.2004	250 27.09.2004
42	FRISANGE	300		445		300	160		29.10.2004	280 29.10.2004
43	GARNICH	275		375		275	135		14.06.2004	275 14.06.2004
44	GOESDORF	400	400						19.05.2004	250 19.05.2004
45	GREVENMACHER	300		440		300	160		09.07.2004	260 09.07.2004
46	GROSBOUS	300	300						05.08.2004	300 05.08.2004
47	HEFFINGEN	330		450		330	165		30.06.2004	240 30.06.2004
48	HEIDERSCHEID	375	375						07.10.2004	300 07.10.2004

IMPOT		FONCIER							COMMERCIAL	
RANG	COMMUNES	A	B	B1	B2	B3	B4	Abattement	DATE DELIB.	DATE DELIB.
49	HEINERSCHIED	475	475						09.07.2004	09.07.2004
50	HESPERANGE	500		750		500	250		09.07.2004	09.07.2004
51	HOBSCHEID	300		445		300	160		09.07.2004	09.07.2004
52	HOSCHEID	370	370						07.07.2004	07.07.2004
53	HOSINGEN	450		600		450	220		10.07.2004	10.07.2004
54	JUNGLINSTER	210		300		210	110		09.07.2004	09.07.2004
55	KAUTENBACH	340	340						12.07.2004	12.07.2004
56	KAYL	340		510		340	170		23.07.2004	23.07.2004
57	KEHLEN	400	400						26.05.2004	26.05.2004
58	KOERICH	325		450		325	150		28.10.2004	28.10.2004
59	KOPSTAL	340		510		340	170		03.09.2004	03.09.2004
60	LAC H/SURE	350	350						06.02.2004	25.03.2004
61	LAROCLETTE	295		400	295		145		14.06.2004	14.06.2004
62	LENNINGEN	235		350	235		115		15.06.2004	15.06.2004
63	LEUDELANGE	220		350	220		120		15.06.2004	15.06.2004
64	LINTGEN	270		380	270		120		14.05.2004	14.05.2004
65	LORENTZWEILER	295		400		295	145		11.06.2004	11.06.2004
66	LUXEMBOURG	500		750		500	250		05.07.2004	05.07.2004
67	MAMER	300		500		300	150	25	26.04.2004	26.04.2004
68	MANTERNACH	200		300		200	100		11.06.2004	11.06.2004
69	MEDERNACH	250		375		250	135		24.06.2004	24.06.2004
70	MERSCH	300		450		300	150		09.07.2004	09.07.2004
71	MERTERT	215		360		215	110		09.07.2004	09.07.2004
72	MERTZIG	350	350						13.07.2004	13.07.2004
73	MOMPACH	240	240						11.06.2004	11.06.2004
74	MONDERCANGE	340		510		340	155		11.06.2004	11.06.2004
75	MONDORF/BAINS	430	430						09.07.2004	09.07.2004
76	MUNSHAUSEN	500		800		500	290		27.09.2004	27.09.2004
77	NEUNHAUSEN	450	450						22.06.2004	22.06.2004
78	NIEDERANVEN	300		450		300	150		12.07.2004	12.07.2004
79	NOMMERN	325	325						26.07.2004	26.07.2004
80	PETANGE	400		640		400	200	15	27.09.2004	27.09.2004
81	PUTSCHEID	400		650		400	200		30.03.2004	30.03.2004
82	RAMBROUCH	400	400						23.07.2004	23.07.2004
83	RECKANGE	240		365		240	130		11.06.2004	11.06.2004
84	REDANGE	400		600		400	200		19.06.2004	19.06.2004
85	REISDORF	330		460		330	165		22.10.2004	22.10.2004
86	REMERSCHEN	295		400		295	145		24.06.2004	24.06.2004
87	REMICH	300		410		300	150		11.06.2004	11.06.2004
88	ROESER	500		750		500	250		09.07.2004	09.07.2004
89	ROSPORT	300	300						07.06.2004	07.06.2004
90	RUMELANGE	340		510		340	170	20	30.07.2004	30.07.2004
91	SAEUL	300	300						26.07.2004	26.07.2004
92	SANDWEILER	360		600		360	200		24.06.2004	24.06.2004
93	SANEM	400		600		400	200		25.10.2004	25.10.2004
94	SCHIEREN	295		400		295	145		09.07.2004	09.07.2004
95	SCHIFFLANGE	400		600		400	200		22.09.2004	22.09.2004
96	SCHUTTRANGE	295		400		295	145		14.07.2004	14.07.2004
97	SEPTFONTAINES	320		480		320	160		26.07.2004	26.07.2004
98	STADTBREDIMUS	250	250						23.07.2004	23.07.2004
99	STEINFORT	250		350		250	105		23.07.2004	23.07.2004

IMPOT		FONCIER							COMMERCIAL	
RANG	COMMUNES	A	B	B1	B2	B3	B4	Abattement	DATE DELIB.	DATE DELIB.
100	STEINSEL	235		330		235	120		22.09.2004	230
101	STRASSEN	300		450		300	150		23.07.2004	250
102	TROISVIERGES	400	400						02.03.2004	275
103	TUNTANGE	295		410		295	150		23.07.2004	250
104	USELDANGE	300		410		300	150		28.06.2004	235
105	VIANDEN	410		550		410	200		11.06.2004	250
106	VICHTEN	340	340						12.07.2004	250
107	WAHL	350	350						10.06.2004	300
108	WALDBILLIG	300	300						14.06.2004	250
109	WALDBREDIMUS	380	380						29.06.2004	280
110	WALFERDANGE	400		600		400	200		11.06.2004	260
111	WEILER/TOUR	300	300						23.07.2004	300
112	WEISWAMPACH	500		800		500	290		09.07.2004	250
113	WELLENSTEIN	400	400						09.07.2004	280
114	WILTZ	280		400		280	145		28.05.2004	250
115	WILWERWILTZ	500	500						16.07.2004	250
116	WINCRANGE	450		600		450	220		25.10.2004	300
117	WINSELER	400	400						08.06.2004	300
118	WORMELDANGE	265	265						18.06.2004	250

**Arrêté grand-ducal du 27 novembre 2004 relatif aux titres à porter par Madame Julie ONGARO et les descendants issus de l'union avec Son Altesse Royale le Prince Robert ainsi que par les descendants issus de l'union de Son Altesse Royale le Prince Jean avec Madame Hélène VESTUR.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les articles 3 et 40 de la Constitution;

Voulant donner une marque publique de Notre affection et de Notre bienveillance à certains Membres de Notre famille;

Sur le rapport de Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat et de Notre Ministre de la Justice, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Dans les actes publics et privés qui les concernent:

l'épouse de Son Altesse Royale le Prince Robert, née Julie ONGARO est autorisée à porter le titre d'Altesse Royale, Princesse de Nassau.

Les descendants issus de cette union de même que les descendants issus de l'union de Son Altesse Royale le Prince Jean avec Madame Hélène VESTUR sont qualifiés de la même manière.

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté grand-ducal du 21 septembre 1995 concernant le nom de famille et les titres des Membres de la Famille grand-ducale sont applicables.

**Art. 2.** Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat, et Notre Ministre de la Justice sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

*Le Premier Ministre,*  
*Ministre d'Etat*  
**Jean-Claude Juncker**  
*Le Ministre de la Justice,*  
**Luc Frieden**

Château de Berg, le 27 novembre 2004.  
**Henri**

**Administration du Cadastre et de la Topographie. – Démission.** – Par arrêté grand-ducal du 27 novembre 2004, démission honorable de ses fonctions a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Nicolas WEILER, inspecteur principal hors cadre à l'administration du cadastre et de la topographie, à partir du 1<sup>er</sup> mars 2005.

Par arrêté grand-ducal du même jour le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à Monsieur Nicolas WEILER préqualifié.

**Administration des Contributions Directes. – Nominations.** – Par arrêté grand-ducal du 27 novembre 2004 Madame Myriam ANEN, vérificateur hors cadre au service d'imposition de l'administration des contributions directes, a été nommée sous-receveur hors cadre à la même administration et affectée au bureau de recette Luxembourg.

Par arrêté grand-ducal du 27 novembre 2004 Madame Françoise SEYLER ép. BIVER, contrôleur au service d'imposition de l'administration des contributions directes, a été nommée inspecteur à la même administration et affectée au bureau d'imposition Sociétés Esch/Alzette de la section des sociétés.

Par arrêté grand-ducal du 27 novembre 2004 Monsieur Claude WOLLES, inspecteur au service d'imposition de l'administration des contributions directes, a été nommé préposé du bureau d'imposition Luxembourg 2 de la section des personnes physiques de la même administration.

### **Bureau Benelux des Marques - Adaptation des taxes et rémunérations à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005**

Lors de sa réunion des 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2004, le Conseil d'Administration du Bureau Benelux des marques a adapté, conformément aux dispositions de l'article 28, par. 1 et 2 du règlement d'exécution de la Loi Uniforme Benelux sur les marques, les tarifs visés aux articles 25, 26, 32 et 33. Les tarifs visés aux articles 25, 26 et 33 entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et ceux visés à l'article 32 à la date visée à l'article 8.7b) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (i.c. 1<sup>er</sup> janvier 2005).

Le texte ainsi modifié des articles 25, 26, 32 et 33 se lit comme suit:

#### *Article 25*

1. Le montant des taxes ou des rémunérations concernant les dépôts Benelux est fixé en regard des diverses opérations mentionnées ci-après:
  - a. dépôt d'une marque:
    1. montant de base de 240,- pour une marque individuelle;
    2. montant de base de 373,- pour une marque collective;
    3. supplément de 37,- pour chaque classe de produits et services en sus de la troisième classe de la classification internationale dans laquelle les produits et services sont rangés;
    4. dans la situation visée à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, sous h, un montant égal au montant fixé sous c. est porté en déduction des taxes et rémunérations dues;
  - b. le renouvellement de l'enregistrement du dépôt:
    1. montant de base de 260,- pour une marque individuelle;
    2. montant de base de 474,- pour une marque collective;
    3. supplément de 46,- pour chaque classe de produits et services en sus de la troisième classe de la classification internationale dans laquelle les produits et services sont rangés;
  - c. examen visé à l'article 9 de la loi uniforme:
    1. montant de base de 76,-;
    2. supplément de 7,- pour chaque classe de produits et services en sus de la troisième classe de la classification internationale dans laquelle les produits et services sont rangés;
  - d. enregistrement de la déclaration spéciale relative au droit de priorité, visée à l'article 6, lettre D, de la loi uniforme: 15,- par marque;
  - e. enregistrement d'une cession ou transmission, d'une licence, d'un droit de gage ou d'une saisie: 54,-; si cet enregistrement concerne plusieurs marques: 27,- pour chaque marque suivante; sans dépasser le montant dû pour cinq marques;
  - f. l'enregistrement de la constitution d'un mandataire après l'enregistrement du dépôt 22,-; si l'enregistrement concerne plusieurs marques: 11,- pour chaque marque suivante, sans dépasser le montant dû pour cinq marques;
  - g. enregistrement d'une limitation de la liste de produits et services, sauf lors du renouvellement de l'enregistrement: 44,-;
  - h. supplément de 39,- pour la publication de la description visée à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 6;
  - i. un enregistrement accéléré conformément aux dispositions de l'article 6, sous E, de la loi uniforme: 193,-.
  - j. le dépôt d'un pouvoir général: 44,-.
2. Abrogé.
3. Les opérations mentionnées ci-après donnent lieu au paiement de la taxe ou de la rémunération dont le montant est fixé comme suit:
  - a. renseignements visés à l'article 21, paragraphe 1<sup>er</sup>: 23,- montant augmenté de 55,- par heure lorsque la recherche et la formulation des renseignements nécessitent plus d'une heure;
  - b. copies d'un enregistrement: 4,- par enregistrement et pour toutes les autres copies 5,- par page;
  - c. copies certifiées conformes d'un enregistrement: 15,- par enregistrement et pour toutes les autres copies certifiées conformes 17,- par page;

- d. documents de priorité visés à l'article 21, paragraphe 3: 15,-;
- e. demandes d'enregistrement international et de renouvellement de l'enregistrement international: 80,-;
- f. correction après l'enregistrement d'erreurs de plume imputables au titulaire et sur demande de celui-ci: 18,-;
- si la correction concerne plusieurs dépôts d'un même titulaire: 9,- pour chaque dépôt suivant;
- g. Abrogé.
- 4. La surtaxe visée à l'article 10, paragraphe 4, de la loi uniforme est de 129,-.
- 5. Le Conseil d'Administration fixe le montant des rémunérations pour des opérations non prévues par le présent règlement d'exécution.
- 6. Le paiement doit être effectué selon les modalités fixées par le règlement d'application.

#### Article 26

Le prix du Recueil des Marques Benelux est de 22,- par fascicule. Le prix de l'abonnement annuel est de 217,-.

Ces prix sont augmentés de 2,- par fascicule et de 22,- pour les abonnements en dehors du territoire Benelux. Les modalités de paiement sont fixées par le règlement d'application.

#### Article 32

Le montant de la taxe individuelle visée à l'article 8, 7) a) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid est fixé comme suit:

- a. dépôt international:
  - 1. montant de base de 159,- pour une marque individuelle;
  - 2. montant de base de 227,- pour une marque collective;
  - 3. supplément de 16,- pour chaque classe de produits et services en sus de la troisième classe de la classification internationale dans laquelle les produits et services sont rangés;
- b. renouvellement d'un enregistrement international:
  - 1. montant de base de 260,- pour une marque individuelle;
  - 2. montant de base de 474,- pour une marque collective;
  - 3. supplément de 46,- pour chaque classe de produits et services en sus de la troisième classe de la classification internationale dans laquelle les produits et services sont rangés.

#### Article 33

Le montant de la taxe visée à l'article 25, paragraphe 2, du Règlement sur la marque communautaire est de 80,-.

---

**Inspection générale de la sécurité sociale. – Nomination.** – Par arrêté grand-ducal du 6 décembre 2004, Madame Laurence WEBER, attachée de la sécurité sociale auprès de l'Inspection générale de la sécurité sociale, a été nommée à la fonction de chargée d'études auprès de la même administration avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

---